

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Blocus au jour le jour

N° 309 du 22.01 au 27.01

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Au jour le jour

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 Les brèves

4-1 Abbas appelle l'occupation à presser l'Égypte pour fermer les frontières avec Gaza.

4-2 Le Hamas refuse les menaces de l'occupation de couper de nouveau la livraison de carburant.

4-3 Miliband a déploré la « grave » situation à Gaza.

4-4 L'Égypte ouvre sa frontière.

4-5 Gaza : Ici ou là, des jeunes gens aidaient femmes et vieillards à franchir les obstacles.

4-6 La ville de Rafah, divisée par 26 ans d'histoire, s'est retrouvée provisoirement réunifiée.

4-7 L'Égypte renvoie des Palestiniens vers Gaza alors qu'Israël poursuit son siège.

4-8 Plus de vivres en Égypte, les Gazaouis rentrent chez eux.

4-9 L'autorité et le Fatah refusent l'appel de Haniyeh pour discuter de la crise des passages frontaliers vers l'Égypte.

4-10 La conférence nationale palestinienne : Le blocus israélien sur Gaza est un crime contre l'humanité.
4-11 Le blocus de Gaza fait le jeu des extrémistes(...), prévient Karen AbuZayd, (l'UNRWA).
4-12 La Syrie appelle la communauté internationale à obliger Israël à lever le blocus injuste imposé à Gaza.
4-13 Le Conseil de Sécurité des Nations Unies statue sur Gaza.
4-14 Malgré la condamnation des crimes du régime israélien à Gaza par le Conseil de sécurité, les Etats-Unis apportent leur soutien à la poursuite de ces crimes.
4-15 Gaza : le Conseil des droits de l'homme appelle Israël à 'lever le siège'.
4-16 Fayyad : La crise de Gaza n'arrêtera pas les "négociations de paix" avec Israël.
4-17 Gaza : B. Lynn Pascoe appelle à la réouverture d'urgence des points de passage.
4-18 Le Hamas : Rafah doit être un passage palestino-égyptien.

Au jour le jour

22-01

Des centaines de femmes, de filles et d'enfants ont organisé, cet après-midi, le mardi 22/1, une grande marche devant le passage frontalier de Rafah et ont appelé à son ouverture pour faire entrer les produits alimentaires, le carburant, les médicaments et pour permettre aux malades de la bande de Gaza de voyager pour aller se soigner à l'étranger.

CPI

22-01

Des dizaines de malades et de blessés palestiniens ont organisé, ce matin, le mardi 22/1, un sit-in devant le passage frontalier de Rafah, qui sépare la bande de Gaza des territoires égyptiens, pour demander l'ouverture de ce passage, pour leur permettre de voyager pour aller se soigner à l'étranger après que les hôpitaux de la Bande ont fini les derniers stocks de médicaments et de matières médicales essentielles.

CPI

22-01

"Nous devons suspendre les opérations jeudi et vendredi (...) car nous venons à manquer de sacs plastique que nous utilisons pour la nourriture et de "carburant", a dit Chris Gunness, porte-parole de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA).

22-01

Après un concert de protestations mondiales et des mises en garde contre une crise humanitaire dans un territoire pauvre de 1,5 million d'habitants, l'autorité d'occupation a décidé lundi soir un allègement du blocus.

"La livraison d'aujourd'hui a été effectuée à titre exceptionnel. Nous allons procéder à une évaluation en tenant compte des tirs de roquettes et de la situation humanitaire. Nous voulons envoyer un signal clair au Hamas mais en même temps nous ne voulons pas une confrontation avec la communauté internationale", a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de l'autorité d'occupation, Aryeh Mekel

L'autorité d'occupation a desserré mardi le blocus imposé depuis cinq jours à la bande de Gaza en autorisant la livraison de quantités limitées de carburants au territoire palestinien.

Des camions-citernes chargés de 80 tonnes de gaz domestique et 60.000 litres de diesel ont franchi le terminal routier de Nahal Oz, entre Israël et la bande de Gaza mardi matin, selon des responsables palestiniens.

Elle a en outre autorisé la livraison de 360.000 litres de mazout destinés à l'unique centrale de la bande de Gaza qui avait cessé de fonctionner dimanche faute de carburant, selon la même source.

Ehud Barak a annoncé que l'approvisionnement en carburant reprendrait mardi et que des médicaments devraient être livrés à partir de mercredi.

Le Hamas a minimisé l'allègement du blocus annoncé par Israël. "C'est de la poudre aux yeux", a déclaré à l'AFP Taher Al-Nounou, porte-parole du Hamas.

"La crise est toujours là et ce qu'ils ont fait n'est qu'une tentative de résorber la protestation populaire palestinienne et arabe", a-t-il affirmé.

"A quoi cela sert d'avoir une ville illuminée alors que la mort lente continue à cause des pénuries de produits alimentaires et médicaments ?", s'est-il interrogé.

Jugeant insuffisantes les quantités de diesel acheminées mardi — 60.000 litres contre 360.000 en temps normal — les propriétaires des 180 stations d'essence de la bande de Gaza ont refusé de se faire approvisionner, a indiqué à l'AFP un membre de leur syndicat, Ma'amoun al-Khazendar.

22-01

L'ambassadeur des Etats-Unis à Tel-Aviv, Richard Jones, a déconseillé à Israël de lancer une opération terrestre dans la bande de Gaza.

"Nous déconseillons à Israël de lancer une telle opération dans la bande de Gaza. Nous savons comment elle commencera mais ne pouvons pas savoir comment elle se terminera", a-t-il dit à l'AFP en marge d'un colloque à Herzliya près de Tel-Aviv.

"Nous suivons la situation de près et ne permettrons pas qu'une crise humanitaire éclate dans la bande de Gaza", a-t-il ajouté.

22-01

Mahmoud Abbas a proposé que son gouvernement prenne le contrôle de la partie palestinienne des points de passage de Gaza.

Le refus de l'autorité d'occupation de traiter avec les responsables du Hamas a contribué à la décision de restreindre le flux des personnes et des biens entrant et sortant de la Bande de Gaza.

Le Hamas et Israël n'ont pas fait de commentaires sur cette idée, mais Condoleezza Rice a déclaré mardi que cette proposition valait la peine d'être étudiée.

23-01

Des incidents sont intervenus alors que des milliers de femmes palestiniennes manifestaient pour demander la fin du bouclage de la bande de Gaza par Israël et l'Egypte.

Des centaines de manifestants ont afflué vers le terminal de Rafah, certains atteignant même la partie égyptienne de la frontière. Les gardes égyptiens ont tiré en l'air et utilisé des canons à eau pour repousser la foule. Des Palestiniens ont également tiré des coups de feu en l'air.

23-01

Des hommes ont fait exploser, aujourd'hui à l'aube mercredi 23/1, de grandes parties du mur frontalier qui sépare la bande de Gaza des territoires égyptiens après l'échec de tous les efforts qui visaient à mettre fin au blocus (qui a tué plus de 75 malades) et après les alertes d'une grande famine dans la bande.

CPI

23-01

Des palestiniens ont fait exploser au moins cinq bombes à la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte dans la nuit de mardi à mercredi, ont indiqué des témoins.

Les explosions ont retenti quelques heures après une manifestation anti-blocus organisée par le Hamas à Rafah, à la frontière avec l'Egypte et la bande de Gaza.

Les manifestants demandaient aux Egyptiens d'ouvrir le point de passage, alors que Gaza fait l'objet depuis le 17 janvier d'un blocus de la part d'Israël.

La muraille de 12 kilomètres de long délimitant la frontière entre le sud de la bande de Gaza et l'Egypte est composée pour l'essentiel de plaques de métal, même si certains tronçons se présentent sous la forme de blocs de béton et de barbelés.

Construite par Israël à partir de 2001, elle affiche une hauteur oscillant entre 2,5 et 3 mètres. La partie égyptienne de la frontière est surveillée par l'armée égyptienne.

Juste après le retrait israélien, les Gazaouis ont ouvert la frontière faisant des allées-retours pendant plusieurs jours entre Gaza et l'Egypte avant que les gardes égyptiens ne rétablissent l'ordre.

La barrière a été de nouveau forcée en 2006, une fois à coup d'explosifs et une autre à l'aide d'un bulldozer..

Une source sécuritaire égyptienne a indiqué à l'AFP que les forces de sécurité égyptiennes présentes le long de la frontière étaient en alerte maximale.

"Nous nous préparons à envoyer des renforts, au cas où", a indiqué cette source.

Les témoins ont indiqué que les bombes ont ouvert cinq brèches dans le mur séparant Gaza et l'Egypte, mais que personne n'avait franchi la frontière par ce biais.

23-01

Les heurts entre des gardes-frontières égyptiens et des centaines de manifestants de Gaza ont éclaté mardi à la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte, ont fait au moins 10 blessés dans les rangs égyptiens et 60 côté palestinien, dont une femme présentant des blessures par balles.

Plus de deux heures après le début de la manifestation, certains Palestiniens restaient du côté égyptien de la frontière. Le Hamas a dépêché des dizaines de policiers pour tenter de faire évacuer la zone.

Le président égyptien Hosni Moubarak a affirmé avoir ordonné aux membres des forces de sécurité égyptiennes de laisser passer les Palestiniens.

"Je leur ai dit de les laisser entrer, tant qu'ils ne portent pas d'armes, pour qu'ils puissent (...) acheter des produits alimentaires et puis retourner chez eux", a déclaré M. Moubarak à la presse au Caire.

23-01

Les forces de sécurité égyptiennes ont ouvert aujourd'hui, mardi, le point de passage de Rafah, mais non pas pour soulever le grief sur la bande de Gaza, mais pour disperser des manifestantes palestiniennes au passage vers l'Egypte. .

Al-Manar

23-01

Des dizaines de milliers de Palestiniens de la bande de Gaza, ont pénétré mercredi en Egypte.

La plupart des Palestiniens sont passés dans la partie égyptienne de Rafah et à El-Arich (plus à l'ouest).

Des voitures et des charrettes tirées par des ânes déposaient des passagers à Rafah avant de faire le trajet inverse remplies de marchandises.

A Gaza, la place Palestine du centre-ville était en début d'après-midi noire de monde. On y achetait cigarettes, fromage, tabac et autres produits rapportés par des chauffeurs qui ont fait plusieurs navettes dans la journée.

Abir, 19 ans, a fait le voyage en sens inverse. Habitant la partie égyptienne du Rafah, elle a profité de l'ouverture pour retrouver son fiancé à Gaza.

"Cela fait un an et demi que nous sommes fiancés et c'était ma seule chance d'aller me marier à Gaza", a raconté à l'AFP Abir, qui prévoit de rester en territoire palestinien.

23-01

Le chef du gouvernement du Hamas, Ismaïl Haniyeh, a proposé la tenue d'une réunion urgente au Caire avec l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas,

23-01

"Tant qu'il y aura des tirs depuis Gaza (...), les restrictions vont se poursuivre", a cependant averti le ministre israélien de la Défense Ehud Barak, en visite à Paris.

23-01

Selon le Département d'Etat, les Etats-Unis ont fait savoir à l'ambassadeur égyptien à Washington qu'ils s'inquiétaient de la situation à la frontière entre Gaza et l'Egypte.

23-01

A Genève, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a affirmé que les tirs depuis la bande de Gaza contre Israël "doivent cesser immédiatement" et que les Israéliens doivent mettre fin au "châtiment collectif" que constitue le blocus du territoire.

23-01

En Cisjordanie, M. Abbas a fait assumer à Israël la responsabilité de la situation à Rafah. "C'est la conséquence du blocus imposé à Gaza", a dit son porte-parole.

23-01

A New York, une nouvelle version du projet de texte du Conseil de sécurité de l'ONU demandait mercredi "l'arrêt immédiat de tous les actes de violence" à Gaza et dans le sud d'Israël, dont les tirs de roquette contre l'Etat juif, selon une copie obtenue par l'AFP.

La nouvelle mouture qui doit être discutée par les 15 ambassadeurs plus tard dans la journée devrait également exprimer "la profonde préoccupation du Conseil sur les récentes violences affectant Gaza et le sud d'Israël".

24-01

L'Egypte doit assurer la sécurité de sa frontière avec la bande de Gaza, a déclaré jeudi la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice au lendemain de la destruction à l'explosif d'une partie du mur érigé par Israël. "Je comprends qu'il s'agit d'une situation difficile pour eux. Mais il s'agit d'une frontière internationale. Elle doit être protégée et je pense que l'Egypte comprend l'importance de faire cela", a déclaré Rice à la presse avant son arrivée à Medellin dans le cadre d'une visite en Colombie destinée à rallier des soutiens à un accord de libre-échange.

24-01

Rice a accusé le Hamas d'être responsable de la situation qui a conduit à la destruction d'une partie du mur de métal haut de six mètres.

"Ce problème est né d'abord et avant tout de la situation sur le plan de la sécurité créée par le Hamas dans la bande de Gaza et de son absence de volonté de faire cesser - et je suis relativement certaine qu'il pourrait le faire s'il le souhaitait - les tirs de roquette contre Israël", a-t-elle déclaré.

"Cela étant dit, les habitants innocents de Gaza sont dans une situation très difficile et nous avons insisté auprès des Israéliens pour qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir afin de permettre la poursuite de l'aide humanitaire", a-t-elle ajouté.

24-01

Israël a annoncé jeudi son intention de se décharger du sort de Gaza sur l'Egypte.

Le vice-ministre israélien de la guerre Matan Vilnaï, a déclaré qu'Israël voulait couper les ponts avec l'étroite bande côtière peuplée d'un million et demi d'habitants dont il avait évacué à l'été 2005 ses colons et son armée tout en gardant le contrôle de ses frontières.

Selon Vilnaï, l'effort de désengagement israélien prendra la forme d'un arrêt des fournitures en électricité, en eau et en médicaments "afin qu'elles proviennent d'une autre endroit".

24-01

Un responsable militaire israélien a confirmé que l'Etat juif souhaitait que l'Egypte fournisse désormais les services et marchandises de base à Gaza et accueille les organisations humanitaires qui s'occupent du territoire.

"De facto, les Palestiniens de Gaza dépendent de plus en plus de l'Egypte pour leurs besoins et c'est ce que nous voulons", a-t-il confié à Reuters.

24-01

L'autorité d'occupation entend maintenir un cordon sécuritaire strict à ses frontières avec Gaza et se réserve le droit d'y mener des incursions militaires ponctuelles.

24-01

Sami Abou Zouhri, porte-parole du Hamas, a déclaré qu'Israël ne saurait s'exempter de sa responsabilité "car la bande de Gaza reste un territoire occupé".

24-01

L'Egypte a critiqué le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza.

(Reuters)

24-01

Méchaal : "Nous remercions l'Egypte et nous l'invitons à continuer de traiter avec sagesse cette situation d'urgence entraînée par le dur siège", a-t-il dit.

"Les préoccupations sécuritaires des autorités égyptiennes sont compréhensibles et nous avons dit que nous étions prêts à partager la gestion du point de passage de Rafah."

(Reuters)

24-01

Un collaborateur de Mahmoud Abbas a pour sa part exprimé son "mécontentement" devant l'ouverture de la frontière égyptienne.

Selon un autre collaborateur d'Abbas, le désengagement israélien à Gaza s'inscrit dans "un vieux plan visant à séparer Gaza du reste du corps palestinien" - la Cisjordanie.

Salam Fayyad, premier ministre d'Abbas, a suggéré que l'Autorité palestinienne prenne le contrôle des principaux postes frontaliers de Gaza mais Israël a rejeté cette idée.

25-01

Un bulldozer s'est chargé d'abattre quelques mètres du mur afin de désenclaver un peu plus la bande de Gaza, sous siège israélien depuis une semaine.

Tout cela sous les yeux de l'armée égyptienne, qui avait à nouveau reçu l'ordre de ne pas intervenir.

Plus tôt dans la journée, la police égyptienne avait commencé à reprendre le contrôle de la situation en repoussant par la force la foule qui tentait de sortir par une autre brèche ouverte mercredi matin à l'explosif.

Reuters -

25-01

Des habitants de Rafah, ville du sud de la bande de Gaza, ont déclaré que la série d'explosions avaient laissé des trous béants dans le mur de béton.

Plus d'un millier de Palestiniens ont pu entrer librement en Égypte sans rencontrer de résistance de la part des policiers égyptiens, ont dit des habitants de Rafah.

25-01

La frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza sera fermée vendredi à 13h00 GMT, ont annoncé les membres de la sécurité égyptienne par haut-parleurs à Rafah et El-Arich, selon des témoins dans ces deux villes.

Une source de sécurité égyptienne a expliqué que ces avertissements visaient à pousser les Palestiniens à quitter le territoire égyptien en prévision d'une fermeture du poste-frontière de Rafah, entre la bande de Gaza et l'Égypte.

26-01

L'Égypte a établi samedi des barrages aux sorties égyptiennes de Rafah pour empêcher les véhicules palestiniens de se rendre plus avant dans la péninsule du Sinaï.

26-01

L'Égypte a invité Abbas et les responsables du Hamas au Caire pour trouver un arrangement à sa frontière avec Gaza et contrôler l'afflux de centaines de milliers d'habitants de Gaza sur son territoire.

"Il y a une volonté égyptienne de contrôler la frontière et de contrôler l'afflux de Palestiniens", a affirmé le chef de la diplomatie égyptienne Ahmed Aboul Gheit après avoir lancé des invitations séparées aux dirigeants de l'Autorité palestinienne et du Hamas.

"Il y a aussi un désir de rétablir les arrangements qui existaient à la frontière", a-t-il ajouté.

26-01

Des milliers de personnes ont continué d'affluer samedi dans la ville frontalière de Rafah, côté égyptien, pour acheter des produits absents dans la bande de Gaza

26-01

Abbas a réaffirmé qu'il refusait de dialoguer avec le Hamas tant qu'ils ne "reviendront pas sur le coup d'Etat" et a rejeté implicitement un partage du contrôle des frontières.

"Nous sommes prêts à prendre le contrôle de ces points de passage pour alléger la souffrance de notre peuple", a-t-il poursuivi, soulignant qu'il avait proposé un "projet complet" en ce sens.

27-01

MM. Abbas et Olmert "ont discuté longuement de la situation à Gaza et se sont mis d'accord pour éviter une crise humanitaire", a déclaré aux journalistes un responsable de la présidence du Conseil israélien, David Baker.

27-01

"L'Égypte prendra toutes les mesures appropriées pour contrôler dès que possible la frontière égyptienne avec la bande de Gaza", a annoncé le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, sans donner de précisions.

27-01

Des milliers de Palestiniens ont continué à affluer dimanche dans la ville égyptienne de Rafah qui commençait à manquer de produits suite à l'interdiction faite aux camions égyptiens de s'y rendre, a constaté un journaliste de l'AFP à Ismailiya où étaient bloqués des dizaines de chargements.

27-01.

Des barrages ont également été établis aux sorties de Rafah pour empêcher l'afflux vers la ville voisine d'al-Arich, où, selon des témoins, les propriétaires d'hôtels et de magasins ont reçu l'ordre de refouler les Palestiniens.

27-01

Olmert a promis dimanche au président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas que le blocus israélien ne provoquerait pas une "crise humanitaire" à Gaza.

27-01.

Israël s'est dit préoccupé par l'ouverture sans contrôle de la frontière égyptienne, craignant l'infiltration à Gaza d'armes et de combattants ...

27-01

En Israël, les autorités se sont engagées dimanche auprès de la Cour suprême à maintenir l'alimentation en fioul de la bande de Gaza, après l'avoir interrompu durant plusieurs jours dans le cadre du blocus.

Les représentants de l'Etat se sont engagés à rétablir "l'approvisionnement en fioul de la centrale électrique de Gaza au niveau de 2,2 millions de litres par semaine" soit le niveau de novembre, a-t-on appris de sources judiciaires.

Dix organisations israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l'Homme avaient introduit un recours devant la Cour suprême contre la réduction des fournitures de fioul qu'elles dénonçaient comme "une punition collective en violation du droit international".

1 Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

22-01

Mahmoud Abbas.confirme : Les Palestiniens vont continuer les pourparlers de paix avec Israël, malgré la Bande de Gaza.

Dans ses premiers commentaires la semaine dernière, Abbas avait assuré que cela ne servirait à rien d'arrêter les contacts avec Israël. "Au contraire, nous devrions intensifier nos contacts et nos réunions pour faire cesser les souffrances de notre peuple".

Il a aussi condamné une nouvelle fois les tirs de roquettes.

(Al-oufok avec les agences de presse)

1-2 Les analyses (du blocus).

21-01

Le gouvernement Haniyeh a affirmé que l'annonce de sources de l'occupation de l'entrée de quantités de carburant nécessaires pour la reprise du travail de la centrale électrique de la bande de Gaza est le premier résultat des activités populaires de notre peuple palestinien, des peuples arabes et islamiques et des hommes libres du monde.

Il a souligné que cela représente une suppression de la position sioniste face aux pressions arabes et islamiques et surtout face à la résistance du peuple palestinien.

CPI

21-01

Le porte-parole du gouvernement de Gaza Al-Nounou a salué les actions de notre nation arabe et islamique qui ont soutenu le peuple palestinien encerclé.

Il a poursuivi : "Nous appelons la ligue arabe à réaliser sa décision prise en novembre 2006 pour mettre fin au blocus sioniste".

CPI

22-01

Le président du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal a affirmé que la reprise de l'électricité dans la bande de Gaza est un pas sur la bonne voie, mais que les citoyens attendent une décision pour mettre fin au sévère blocus qui continue depuis huit mois.

Il a ajouté : "La solution à ce problème est la fin du blocus qui encercle la Bande depuis plus de huit mois. Nous remercions les peuples arabes et musulmans dans le monde ainsi que les réfugiés palestiniens qui participent aux activités qui condamnent le blocus sioniste".

Mechaal a affirmé que certains responsables arabes soutiennent le peuple palestinien, mais que la direction américaine complique la situation.

CPI

22-01

Le gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh à Gaza a dit que la colère du peuple contre le blocus imposé depuis plus de huit mois par les autorités de l'occupation cis-à-vis de plus d'un million et demi d'habitants de la bande de Gaza sont devenus hors contrôle et ont poussé à l'ouverture des frontières dans une tentative désespérée pour tenter de sauver les citoyens d'une catastrophe humaine.

CPI

22-01

Le premier ministre du gouvernement d'unité nationale Ismaïl Haniyeh a annoncé que son gouvernement est prêt à discuter de la question des passages, surtout du passage de Rafah, avec la direction de l'autorité palestinienne et les Egyptiens au Caire.

Haniyeh a appelé à un accord palestinien et égyptien pour mettre fin à la crise du passage de Rafah.

CPI

23-01

Le secrétaire général de l'initiative nationale palestinienne, le député Moustafa Al-Barghouthi a dit que la bande de Gaza vit une catastrophe humaine et un vrai état d'urgence à cause des mesures oppressives et du sévère blocus imposés par l'occupation israélienne contre les palestiniens à Gaza.

CPI

23-01

Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal a considéré, durant l'ouverture du congrès national palestinien à Damas, que l'entrée des milliers de palestiniens à travers les frontières égyptiennes est une décision populaire et non une action d'aucun mouvement politique.

CPI
23-01

Le leader du Hamas Dr. Ismaïl Redwan a dit que l'explosion du mur qui sépare les territoires égyptiens de la bande de Gaza est le résultat de la grande colère et de la grande souffrance des citoyens palestiniens à cause du blocus sioniste sévère imposé contre la Bande depuis plus de sept mois.

CPI
24-01

Dans une déclaration de presse qui montre que le Fatah et l'autorité veulent la continuation de la souffrance des habitants de la bande de Gaza encerclée depuis plus de sept mois, le président du bloc parlementaire du Fatah, Azam Al-Ahmed, a dit que son mouvement ne dialogue pas avec le mouvement du Hamas.

CPI

24-01

Le gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh à Gaza a affirmé qu'il est prêt à prendre sa responsabilité et à discuter de l'ouverture du passage de Rafah avec la direction égyptienne selon les bases internationales légales, en exprimant qu'il est également prêt à prendre ses responsabilités pour diriger le passage de façon légale.

CPI

26-01

Le Hamas a appelé les gouverneurs arabes à soutenir fortement la position égyptienne à propos de l'ouverture continue des passages frontaliers de la bande de Gaza, en l'appuyant politiquement et économiquement, afin que l'Égypte puisse faire face aux pressions israélo-américaines, notamment pour soutenir les intérêts palestiniens suprêmes.

CPI

1-4 Les grandes manœuvres.

23-01

Réunion d'urgence avec le Fatah et avec le gouvernement égyptien : Ismaïl Haniyeh a demandé la tenue d'"une réunion d'urgence" en Egypte pour rouvrir les passages frontaliers "sur la base d'une participation nationale", ce qui veut dire que le Hamas serait prêt à céder une part du contrôle de ces passages au gouvernement Abbas.

"Nous ne voulons pas être les seuls à contrôler ces affaires", a déclaré Ismaïl Haniyeh.

(Al-oufok avec les agences de presse)

2 Politique Israélienne

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

23-01

Le représentant d'Israël à l'ONU a insisté sur le fait que cette situation découlait « d'une série de choix, et systématiquement du mauvais choix » par les Palestiniens.

« Tant que le Hamas sera au pouvoir, il n'y aura pas d'espoir », a-t-il souligné, estimant que le Hamas était l'ennemi de la paix, et de la solution de « deux États vivant en paix côte à côte ». Il a aussi souligné que n'importe quel membre du Conseil de sécurité, et même tout État dans le monde, ne resterait pas sans rien faire si sa population était soumise toutes les trois heures à un tir de roquette.

[Centre de nouvelles ONU](#)

3 Politique Internationale des territoires occupés

1 Pays Arabes & voisins

27-01

Le Conseil de la Ligue arabe tenu la nuit dernière au Caire au niveau des ministres des Affaires étrangères, a réclamé la levée immédiat du blocus israélien imposé à Gaza, appelant le Conseil de Sécurité à assumer ses responsabilités pour l'arrêt de l'agression et la levée du blocus.

Sana

Égypte

23-01

Le président égyptien Mohammed Hosni Mubarak a affirmé, hier mercredi 23/1, qu'il a dit aux forces de sécurité égyptienne de permettre aux Palestiniens de la bande de Gaza de passer les frontières pour s'alimenter.

CPI

Syrie

23-01

Les avocats syriens ont suspendu aujourd'hui les procès dans toutes les cours syriennes pour une heure en signe de dénonciation des crimes sauvages commis par les autorités israéliennes contre le peuple palestinien, notamment à Gaza.

Le bâtonnier syrien, M. Walid al-Tich, a affirmé, dans une déclaration faite à SANA, la solidarité des avocats syriens avec le peuple palestinien qui souffre des crimes israéliens quotidiens et du siège injuste y imposé.

Il a affirmé, à cet effet, que l'ordre des avocats œuvre pour dévoiler les pratiques israéliennes contre le peuple palestinien et stimuler une condamnation des avocats arabes et internationaux de ces pratiques.

Il a appelé, enfin, à une offensive rapide dans les instances arabes et internationales pour alléger la souffrance du peuple palestinien.

Sana

2 Le Monde

1 Usa (le parrain)

Les grandes manœuvres

23-01

Les Etats-Unis ont empêché une décision du conseil de sécurité qui allait condamner le gouvernement de l'occupation sioniste à cause de son sévère blocus contre la bande de Gaza en ajournant les discussions sur ce sujet jusqu'au soir d'aujourd'hui, mercredi 23/1.

L'ambassadeur américain à l'ONU, Zalmay Khalilzad, a prétendu que le communiqué proposé par le groupe arabe est inacceptable parce qu'il ne montre pas que les missiles de la résistance palestinienne sont la raison des escalades sionistes.

CPI

23-01

Les Etats-Unis sont "très désireux que les préoccupations de sécurité d'Israël rejoignent les préoccupations humanitaires pour les habitants de Gaza", a déclaré mercredi à Zurich la secrétaire d'Etat Rice.

(AFP)

24-01

Les Etats-Unis, alliés d'Israël, estiment que le blocus de Gaza relève de l'autodéfense ..

AFP

2 Les institutions et leurs satellites

Conseil de sécurité de l'ONU

22-01

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé à la demande d'ambassadeurs arabes d'avoir mardi une réunion d'urgence pour évoquer la dégradation(...) de la situation dans la bande de Gaza, ont annoncé des diplomates.

La réunion discutera de la crise humanitaire liée au blocus de ce territoire palestinien imposé par Israël, selon ces sources.

L'observateur palestinien à l'ONU Ryad Mansour avait auparavant expliqué devant la presse qu'il voulait que le Conseil de sécurité adopte une résolution ou une déclaration exigeant qu'Israël lève "son siège paralysant et cruel (imposé à) la population civile palestinienne" de Gaza.

(AFP)

23-01

Des pays occidentaux mettent la pression avec les Etats-Unis pour changer le contenu du communiqué proposé par le groupe arabe afin qu'il comporte un appel à l'arrêt des missiles lancés par la résistance palestinienne sur des objectifs sionistes.

CPI

23-01

Les 15 pays du conseil discutent du projet d'un communiqué qui appelle les autorités de l'occupation à ouvrir un passage pour garantir l'entrée des aides humaines aux habitants de la Bande.

La séance du conseil de sécurité a témoigné, la nuit dernière, d'une attaque échangée entre le président de la délégation de l'entité sioniste d'un côté et les délégués de certains pays arabes de l'autre côté.

L'ambassadeur libyen Jadallah Al-Talhi a dit que l'entité sioniste tente d'exterminer les Palestiniens à Gaza, et il a appelé le conseil de sécurité à intervenir en disant qu'il doit prendre des mesures urgentes pour sauver les civils de la bande de Gaza des tentatives d'extermination collective.

De son côté, le député sioniste Jilad Cohin a répondu avec colère à l'utilisation du terme "extermination collective" par l'ambassadeur libyen, en prétendant que cette utilisation représente une moquerie contre les survivants des exterminations dans le monde.

Dans le même contexte, l'ambassadeur syrien a accusé l'occupation de créer des prétextes avec les attaques des missiles palestiniens pour perpétrer des crimes de guerre contre le peuple palestinien innocent et désarmé.

CPI

25-01

Au terme de discussions qui ont duré toute la journée de jeudi, le Conseil a décidé de se réunir à nouveau vendredi pour tenter de surmonter les réserves opposées par les Etats-Unis à un texte de compromis qui a été accepté par 14 des 15 membres du Conseil.

"Nous ne sommes pas parvenus à un accord et il y a peu d'espoir que cela en prenne le chemin", a déclaré l'envoyé d'Afrique du Sud à l'ONU Dumisani Kumalo. "Mais le président (du Conseil) nous a demandé d'essayer à nouveau demain (vendredi)".

Le Conseil s'est réuni jeudi matin à huis clos pour entendre la réponse américaine sur un texte de compromis en réponse à ce que plusieurs membres du Conseil considèrent comme "la punition collective des 1,5 million d'habitants de Gaza par Israël, en représaille à des tirs de roquette".

La délégation américaine a demandé "plus de précisions sur le contexte, le processus de paix", a déclaré l'ambassadeur de France à l'ONU Jean-Maurice Ripert.

L'adoption d'un texte non contraignant requiert l'unanimité du Conseil.

(AFP)

25-01

Pour leur part, les ambassadeurs des pays arabes ont de nouveau prévenu que si Washington bloquait l'adoption d'un texte non contraignant, ils pourraient réclamer plus tard ce mois-ci un texte plus fort, sous la forme d'une résolution, ou porter cette affaire devant les 192 membres de l'Assemblée générale où ils sont certains de recueillir un soutien écrasant.

(AFP)

3- Organisations Mondiales & régionales

UNRWA

23-01

Le commissaire général de l'UNRWA au Moyen-Orient, Mme Karen Koning AbuZayd, a affirmé que la souffrance palestinienne résultante du siège dur imposé par Israël au secteur de Gaza a atteint un niveau sans précédent. Dans un article publié aujourd'hui par le journal britannique "The Guardian", Mme AbuZayd a souligné que Gaza est la première région menacée par la pauvreté sévère au sud et au vu de la communauté internationale qui prétend avoir respecté la dignité humaine.

La commissaire de conclure: "La paix ne peut pas être établie par l'imposition de la pauvreté sévère à un million et demi des habitants de Gaza".

Sana

26-01

Les trois passages d'Israël vers Gaza ayant été bouclés aujourd'hui, le Programme alimentaire mondial (PAM) ne pourra distribuer de rations complètes à quelque 10.000 personnes parmi les plus pauvres dans le territoire palestinien, annonce aujourd'hui la Coordination humanitaire.

Centre de nouvelles ONU

2 Europe

5 Russie

23-01

La Russie condamne le blocus israélien de la bande de Gaza, a déclaré mercredi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"Nous condamnons le blocus de cette zone (la bande de Gaza), car cela n'aura d'autre effet que de provoquer de nouvelles souffrances chez les Gazaouites dont la situation est déjà difficile", a-t-il indiqué au cours d'une conférence de presse consacrée au bilan diplomatique de la Russie en 2007.

RIA Novosti

4 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

4-1 Abbas appelle l'occupation à presser l'Égypte pour fermer les frontières avec Gaza.

Des sources palestiniennes à Ramallah ont dévoilé que le président de l'autorité palestinienne, Abbas a appelé le premier ministre Olmert, à pratiquer des pressions contre l'Égypte à travers Washington pour fermer les frontières avec la bande de Gaza.

Le journal "Al-Raya" a rapporté de sources palestiniennes que l'ouverture du passage de Rafah a choqué l'autorité palestinienne qui a présenté une demande pour diriger les passages palestiniens dont celui de Rafah.

L'autorité palestinienne a senti qu'elle a été dépassée par l'Égypte à cause de la tension entre les deux parties, après le refus de l'autorité de l'appel du président Moubarak pour reprendre le dialogue entre les mouvements du Hamas et du Fatah.

Des sources palestiniennes bien informées ont dit que la direction égyptienne a refusé l'ambassadeur de l'autorité palestinienne Nabil Amr.

CPI
27-01

4-2 Le Hamas refuse les menaces de l'occupation de couper de nouveau la livraison de carburant.

Le Hamas a totalement rejeté l'annonce d'une source militaire sioniste disant que le gouvernement israélien va interdire, de nouveau, les transports d'aides humanitaires pour la bande de Gaza.

Le secrétaire du bloc du mouvement du Hamas au conseil législatif palestinien Mouchir Al-Masri a dit que l'entité sioniste ne doit pas intervenir dans les affaires internes de la bande de Gaza et qu'elle ne doit pas contrôler ses passages, en disant : "Nous n'acceptons pas que l'occupation fuie ses responsabilités".

Al-Masri a affirmé que le peuple palestinien ne permet pas aux Israéliens de prendre cette décision qui va ouvrir tous les choix de la résistance.

Il a appelé les Arabes à prendre une position officielle forte, en disant : "Les pays arabes doivent répondre à cette nouvelle décision sioniste qui menace de couper les aides de la bande de Gaza en prenant une position courageuse pour mettre fin au blocus et ouvrir le passage de Rafah".

Le vice-ministre sioniste de la guerre avait annoncé que l'occupation va couper ses relations avec la Bande et empêcher l'entrée des aides après la destruction du mur qui sépare la bande de Gaza des territoires égyptiens, en prétendant que le gouvernement de l'occupation se dégage de toute responsabilité envers la bande de Gaza.

CPI
24-01

4-3 Miliband a déploré la « grave » situation à Gaza.

Miliband a déploré la « grave » situation à Gaza, mais il a félicité l'autorité palestinienne d'être de « *courageux dirigeants* » dans la recherche d'une solution à deux États, cette année. Un objectif convenu dans une prochaine réunion entre le Moyen-Orient et les Etats-Unis à Annapolis, en novembre.

"*La situation humanitaire reste l'une des profondes préoccupations*", a-t-il dit, mais il a ajouté : "*Nous sommes absolument unanimes quant à la nécessité de la voie politique pour passer à l'étape pratique avec un changement sur le terrain. Le rôle de la communauté internationale est d'être la première à organiser une vision ferme de deux États et d'être absolument claire qu'elle soutiendra tous ceux qui s'y engageront*".

23-01

Traduction : manar-fr.com

4-4 L'Égypte ouvre sa frontière.

L'Égypte, de son côté, semble désormais débordée par la tournure prise par les événements au point frontière de Rafah.

Après une première tentative égyptienne visant à endiguer le flot de palestiniens affluant vers l'Égypte, le Hamas avait détruit ce vendredi au bulldozer un nouveau pan du mur-frontière, permettant ainsi un nouvel afflux massif des habitants de la bande de Gaza en direction de la province égyptienne du Sinaï, et ruinant les tentatives égyptiennes de boucler définitivement la frontière.

Des centaines de policiers anti-émeutes égyptiens, soutenus par des engins blindés, avaient ensuite tenté de reprendre aujourd'hui le contrôle de cette frontière. Plus de 30 policiers égyptiens ont été blessés, certains par balles, lors des altercations qui se sont produites avec les Palestiniens.

Les forces de sécurité égyptiennes ont finalement renoncé aujourd'hui à bloquer le passage et ont fortement réduit leur présence le long de la frontière. Pour la première fois depuis que la frontière a été enfoncée, des centaines de voitures ont pénétré samedi dans la nuit et la matinée côté égyptien de Rafah.

"Les Palestiniens continueront de passer jusqu'à ce qu'ils aient satisfait tous leurs besoins en produits divers et en nourriture", avait ainsi affirmé aujourd'hui le gouverneur égyptien du Sinaï nord, Ahmed Abdel Hamid.

Une situation dont personne ne peut pour le moment en prédire l'issue, et qui demeure extrêmement problématique pour Israël, en raisons de possibles infiltrations le long de la frontière avec le Sinaï.

Infolive.tv
26/01/2008.

4-5 Gaza : Ici ou là, des jeunes gens aidaient femmes et vieillards à franchir les obstacles.

25 janvier 2008.

L'annonce du bouclage imminent de la frontière égypto-gazaouie après trois jours d'ouverture "sauvage" a donné lieu vendredi à des scènes de cohue : les Palestiniens se sont rués pour faire leurs dernières "emplettes" avant de retrouver le régime de pénuries que leur impose le blocus de l'occupation.

On a pu voir des grues hisser chameaux, vaches, motos et matelas par-dessus le mur de six mètres de haut construit par l'autorité d'occupation pour isoler les deux territoires mais abattu à l'explosif en plusieurs points mercredi avant l'aube par des militants du Hamas.

Après l'immense bouffée d'oxygène que ce coup de main des militants a apportée aux Gazaouis, l'Egypte a commencé vendredi à colmater les brèches pratiquées dans le mur métallique avec des rouleaux de fil de fer barbelé et a annoncé la fermeture imminente de la frontière.

Des milliers de Palestiniens se sont empressés de profiter au maximum de ces derniers instants de liberté et d'opulence - relative - pour ramener pêle-mêle moutons, matelas, sacs de ciment, jerricans d'essence, pneus, cartouches de cigarettes et "trésors" introuvables ou trop onéreux à Gaza.

Ici ou là, des jeunes gens aidaient femmes et vieillards à franchir les obstacles pour aller chercher, pendant qu'il est encore temps, nourriture et médicaments. Un jeune Gazaoui avisé a acheté une échelle pour faire le passeur moyennant un petit billet.

"Ils ont dit à la télévision que la sécurité égyptienne allait commencer à expulser les gens, alors j'ai accouru. Mais ils ne vont quand même pas expulser des milliers de gens ?" se demande Atta Darouiche, instituteur de 47 ans venu se procurer des pneus ainsi que des médicaments pour soigner l'hypertension de sa mère.

De source militaire égyptienne, on reconnaît qu'il va être difficile de reprendre le contrôle total de la frontière de Rafah, au vu du nombre de trouées.

Ici, appuyés sur leurs boucliers en matière plastique, les policiers anti-émeute égyptiens observent les allées et venues des Palestiniens empressés, sans intervenir.

Là, ils tentent d'installer des barbelés en tenant à distance les Palestiniens avec coups de canons à eau. Mais des militants aplatissent rapidement les fils de fer et des centaines de Gazaouis se précipitent dans la brèche. Mahmoud Hamed al Masri, 23 ans, confie être venu en Egypte pour aller chercher ses parents partis à El Arich, à 80 km de là. Il craint qu'ils ne puissent revenir si la frontière se referme. "J'ai peur de ne pas les revoir, je veux les ramener."

L'Egypte se trouve devant un dilemme : elle ne veut pas paraître cautionner le blocus de l'occupation, mais elle craint la contagion du Hamas et ne tient pas à ce que son territoire serve de base à des éléments palestiniens incontrôlés.

Mais elle est pressée par les Etats-Unis de "rétablir" l'ordre à sa "frontière internationale". Le président Hosni Moubarak, qui dit avoir laissé faire les Gazaouis depuis mercredi pour des raisons humanitaires, les a invités à rentrer chez eux.

"Je veux croire que tous ceux qui ont acheté ce dont ils avaient besoin, qu'ils soient de Rafah ou d'ailleurs, retourneront dans la bande de Gaza", déclare-t-il dans une interview paraissant samedi dans le quotidien El Osboa.

Un Gazaoui s'est rendu à El Arich à seule fin d'acheter un chameau pour son mariage et il est revenu à dos d'animal. "Nous avons dépensé tout notre argent", avoue un habitant de Rafah. "J'ai acheté une moto, des cigarettes, des biscuits, des chips, du fromage et un petit groupe électrogène. J'estime qu'il peuvent fermer la frontière, maintenant", raconte Saïd al Helo, 38 ans.

Le Hamas n'est pas de cet avis : "Ce que les commerçants ont ramené d'Egypte est insuffisant pour compenser les pénuries des sept derniers mois", a déclaré un porte-parole du mouvement. Le blocus de l'occupation est en vigueur depuis la prise de contrôle de Gaza par le Hamas, en juin dernier

4-6 La ville de Rafah, divisée par 26 ans d'histoire, s'est retrouvée provisoirement réunifiée.

La ville de Rafah, divisée par 26 ans d'histoire, s'est retrouvée provisoirement réunifiée cette semaine à la faveur de la brèche ouverte par des militants du Hamas dans le mur séparant la Bande de Gaza de l'Egypte. Depuis mercredi, des familles, des amis de longue date ont pu se retrouver en franchissant seulement quelques dizaines de mètres.

Un clan palestinien a même profité de la situation pour marier rapidement trois femmes à des proches vivant du côté égyptien de la ville.

Mais près de trois décennies de séparation ont aussi entraîné des différences dans les coutumes, les modèles de construction des bâtiments et le dialecte.

Kamal al-Nahal, 40 ans, l'oncle d'une des mariées palestinienne, a affirmé qu'il n'était pas impressionné par l'architecture de Rafah côté égyptien, qui avec ses petits immeubles et ses rues non pavées ressemble plus à un village que le Rafah côté Bande de Gaza, plus grand et très animé. Quelque 40.000 personnes vivent du côté égyptien et environ 200.000 du côté de la Bande de Gaza, dans la vieille ville de Rafah et dans un camp de réfugiés adjacent.

Rafah a été divisée en deux en 1982 pour satisfaire les différentes demandes territoriales dans le cadre de l'accord de paix entre Israël et l'Egypte. Pendant plusieurs années, les habitants des deux parties ont pu franchir la frontière entre l'Egypte et la Bande de Gaza, dont l'armée israélienne s'est retirée en 2005, avec une relative facilité.

Mais les déplacements sont devenus de plus en plus difficiles au fur et à mesure que les combats s'intensifiaient. Pendant la deuxième Intifada, qui a commencé en 2000, Rafah, du côté de Gaza, est devenue le théâtre de

violences, avec de fréquents échanges de feu entre militants palestiniens et les troupes israéliennes patrouillant à la frontière égyptienne.

Les troupes israéliennes ont rasé plusieurs centaines de maisons de Rafah pour élargir la route où elles patrouillent et elles ont érigé un grand mur -celui qui a été démoli par des militants du Hamas mercredi- pour se prémunir des embuscades. Les deux parties de Rafah sont toutefois restées liées par des tunnels où passent en contrebande des cigarettes et des armes.

Depuis la chute du mur, une grande partie de ce commerce se fait au grand jour. Des foules de Gazaouis, fuyant l'étroite bande côtière et le blocus imposé par Israël en représailles aux tirs de roquettes palestiniennes, se sont rendues dans la partie égyptienne de Rafah, achetant de nombreux produits : alimentation, ciment, vélocycles... Beaucoup ont aussi retrouvé des amis et des proches. Le clan al-Nahal, qui compte des membres des deux côtés de la frontière, a profité de l'occasion pour célébrer trois mariages, dont deux vendredi. Trois femmes du clan palestinien étaient fiancées à des hommes vivant du côté égyptien, certaines depuis deux ans, mais les mariages avaient été remis à plus tard dans l'espoir de pouvoir réunir des invités des deux côtés de la frontière. C'est désormais chose faite.

4-7 L'Égypte renvoie des Palestiniens vers Gaza alors qu'Israël poursuit son siège.

Les forces de sécurité égyptiennes ont renvoyé 50 Palestiniens, femmes et enfants, en utilisant des canons à eau, pour les empêcher de forcer le poste frontalier de Rafah, entre la bande de Gaza et l'Égypte.

Une source de sécurité a déclaré que le groupe de 40 femmes et de 10 jeunes a été renvoyé à Gaza, après avoir réussi à percer le seul passage contournant les territoires occupés.

Des tirs de canons à eau ont été lancés pour disperser la foule. Les forces de sécurité égyptiennes ont tiré des coups de feu en l'air, tout en insultant plusieurs Palestiniens. Des blessés ont d'ailleurs été conduits à Gaza sur des civières.

La démonstration de force a eu lieu alors qu'Israël a assoupli son blocus contre le territoire dirigé par le Hamas, après 5 jours d'isolement, en accordant une livraison limitée de carburant dans la bande côtière appauvrie.

Le point de passage de Rafah entre Gaza et l'Égypte est le seul passage qui contourne les territoires occupés. À quelques exceptions près, il est fermé depuis que le Hamas a pris le pouvoir dans la bande en juin.

Mardi, deux camions transportant du gaz domestique et trois autres pour les groupes électrogènes ont traversé le passage de la frontière de Nahal Oz, à l'est de la ville de Gaza, ont indiqué des témoins. Ils marquent le premier ravitaillement en vivres depuis jeudi, lorsqu'Éhoud Barak a ordonné la fermeture de la bande côtière.

La mise en isolement forcé et la fermeture de la bande de Gaza avaient plongé des blocs entiers de la ville de Gaza dans l'obscurité et suscité des avertissements d'une crise humanitaire dans un territoire où les 1,5 millions d'habitants sont en grande partie tributaires de l'aide étrangère.

La centrale électrique alimentant Gaza a donc repris ces activités, mais la distribution de courant reste très lente, et le ravitaillement mettra du temps.

L'assouplissement du blocus a été salué par le chef du bureau politique du Hamas Khaled Mashaal, à partir de sa base à Damas. Mashaal a cependant souligné que le mouvement de résistance reste attaché à la lutte armée contre Israël.

Al-Manar

23-01

Traduction : manar-fr.com

4-8 Plus de vivres en Égypte, les Gazaouis rentrent chez eux.

Les Palestiniens de la bande de Gaza regagnent leur territoire par centaines dimanche, l'Égypte ayant bloqué l'approvisionnement de la région frontalière où ils venaient acheter des vivres depuis mercredi.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, avait prévenu que son pays allait prendre le plus tôt possible des mesures afin de reprendre le contrôle de sa frontière avec Gaza, sans fournir aucune précision.

Un correspondant de Reuters présent dans la partie égyptienne de la ville frontière de Rafah a assisté au retour de plusieurs centaines de Palestiniens vers la bande de Gaza. Seule une poignée d'autres passait la frontière en sens inverse.

"Nous voulions acheter à manger. C'est très difficile. Nous n'avons rien trouvé", a expliqué Khalil Hamdan, un adolescent de 17 ans. "Nous ne reviendrons pas parce qu'il n'y a plus aucun produit."

Des centaines de camions ont été retenus avant un pont qui relie la région du Sinaï et les abords de Gaza avec le reste de l'Égypte. Les commerçants de Rafah déclarent qu'ils peinent à se ravitailler en vivres et en cigarettes.

L'essence commence aussi à manquer.

L'armée égyptienne s'est retirée dans la nuit de vendredi à samedi de la frontière avec la bande de Gaza, près de la localité palestinienne de Rafah, permettant à des milliers de Gazaouis de pénétrer en Égypte sans rencontrer d'opposition.

L'Égypte a toutefois prévenu qu'elle ne tolérerait plus de provocations des Palestiniens après les échauffourées qui ont fait 38 blessés parmi les forces de sécurité égyptiennes depuis que des Gazaouis ont ouvert la frontière de force mercredi.

Le gouvernement égyptien est confronté à un dilemme. Il ne veut pas donner l'impression d'aider le blocus israélien mais il est soumis à des pressions américaines et israéliennes pour reprendre le contrôle de la situation. Il redoute également la contagion islamiste ainsi que les conséquences de l'arrivée sur son territoire d'un grand nombre de Palestiniens sans papiers.

Le gouvernement du président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé dans la matinée un accord avec Le Caire prévoyant de rétablir le contrôle du passage frontalier par la garde présidentielle palestinienne.

Mais le Hamas a affirmé avoir reçu de l'Égypte l'assurance que rien n'avait été convenu avec Abbas. Un porte-parole du mouvement islamiste a déclaré que les responsables égyptiens voulaient conclure un nouveau protocole avec à la fois le Hamas et le Fatah de Mahmoud Abbas.

Abbas a parallèlement rencontré dimanche à Jérusalem Ehud Olmert, mais aucun progrès n'a semble-t-il été enregistré sur la question.

L'entourage du président palestinien avait indiqué que ce dernier chercherait à obtenir l'appui d'Israël pour son projet de contrôle des passages frontaliers.

Israël a plusieurs fois rejeté l'idée en estimant que les forces de sécurité palestiniennes n'étaient pas capables d'accomplir cette mission pour le moment.

Après la rencontre Abbas-Olmert, les négociateurs en chef des deux camps ont tenu leur deuxième réunion de pourparlers sur le statut final d'un Etat palestinien. Le Hamas a déclaré que le résultat de l'entretien entre les deux dirigeants "prouvait l'inutilité de ces négociations".

(Dimanche 27 janvier 2008 - Avec les agences de presse)

4-9 L'autorité et le Fatah refusent l'appel de Haniyeh pour discuter de la crise des passages frontaliers vers l'Égypte.

24-01

La présidence de l'autorité palestinienne dirigée par Abbas a annoncé son refus de l'appel proposé par le premier ministre du gouvernement d'unité nationale, Ismaïl Haniyeh, à une rencontre pour discuter avec l'Égypte des moyens pour ouvrir le passage frontalier de Rafah.

Le journal "Al-Charq Al-Awsat" a rapporté du conseiller politique du président Abbas, Namr Hammad, que la présidence de l'autorité n'accepte pas le dialogue avec le mouvement du Hamas avant l'annulation des résultats des événements de juin dernier, et que le Hamas n'a aucune relation avec la question des passages.

Dans le même contexte, le mouvement du Fatah a répété les déclarations de Namr Hammad, qui a refusé l'appel de Haniyeh au dialogue autour de la question des passages.

4-10 La conférence nationale palestinienne : Le blocus israélien sur Gaza est un crime contre l'humanité.

La conférence nationale palestinienne a poursuivi ce matin à Damas ses travaux entamés hier, en présence des différentes factions et organisations populaires palestinienne, des comités du retour et des représentants des Partis, des forces actives et des unions arabes, islamiques et internationaux.

Plusieurs allocutions ont été prononcées au cours de la séance de ce matin, lesquelles étaient unanimes à condamner le blocus inique imposé à plus d'un million de Palestiniens au secteur de Gaza, le considérant "crime contre l'humanité" et à porter sur les pays arabes, islamiques et du monde, ainsi qu'aux organisations internationales et des droits de l'homme, la responsabilité de briser ce blocus.

Les allocutions étaient également unanimes à exhorter toutes les parties palestiniennes à amorcer sans délai un dialogue national actif pour réunifier le rang palestinien et resserrer l'unité nationale palestinienne afin de pouvoir affronter l'occupation israélienne qui vise la cause palestinienne, avertissant des tentatives des Etats-Unis et d'Israël d'exploiter au profit de leur plans suspects, l'état de partition sur la scène palestinienne.

Les allocutions ont averti des dangers qui menacent les droits légitimes du peuple palestinien, concrétisés clairement par les déclarations du président américain George W. Bush qui avait soutenu clairement, lors de sa récente visite dans la région, un Etat israélien juif, l'annulation du droit des réfugiés palestiniens au retour, l'annexion des parties de la Cisjordanie à Israël, et le maintien vague du sort d'al-Qods.

Les allocutions ont salué la résistance ferme en Palestine, au Liban et en Irak, affirmant qu'à la lumière du reniement par Israël des résolutions des Nations Unies et de la légalité internationale, et de la persistance de l'occupation, des massacres et de l'expansionnisme israéliens, de l'expatriation des palestiniens et de la construction du mur de séparation raciste, la résistance devient la seule option effective pour récupérer les droits. Les allocutions ont appelé la communauté internationale et ses organisations à faire pressions sur Israël pour l'obliger à libérer les détenus palestiniens et arabes dans ses prisons, dont le chiffre s'élève à plus de 12 mille, soumis à la torture la plus odieuse.

Les allocutions ont souligné le rôle de l'information arabe et islamique dans la transmission au monde des images de crimes multiformes: assassinat, tueries, destruction, blocus, humiliation..., commis par Israël contre le peuple palestinien.

La conférence qui achèvera demain, vendredi, ses travaux, avait formé deux commissions: celle des droits nationaux du peuple arabe palestinienne, et celle de l'unité nationale et de la reconstitution des institutions palestiniennes.

Sana

24-01

4-11 Le blocus de Gaza fait le jeu des extrémistes(...) , prévient Karen AbuZayd, (l'UNRWA).

« Il y a déjà des signes que la gravité du blocus fait le jeu de ceux qui n'ont pas de désir de paix. C'est à nos périls que nous ignorons ce risque », a prévenu aujourd'hui la responsable de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens, qui estime que la population connaît un « nouveau stade de souffrances ». Gaza est sur le point de devenir le premier territoire réduit intentionnellement à un état de destitution abjecte avec la conscience, l'acquiescement - et certains diraient l'encouragement - de la communauté internationale », a déclaré aujourd'hui Karen AbuZayd, Commissaire générale de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ([UNRWA](#)), dans une tribune au quotidien britannique 'The Guardian'.

« Hier, la population de Gaza a reçu un soulagement temporaire alors que la puissance occupante a autorisé l'entrée de fuel et d'autres fournitures ».

« Personne ne sait combien de temps durera ce sursis tandis que la reprise des attaques à la roquette quassam, que nous condamnons fermement pour notre part, conduira à de nouvelles fermetures de la frontière », a souligné Karen AbuZayd.

« Jamais il n'a été aussi urgent que la communauté internationale n'agisse pour restaurer une situation normale à Gaza. Des communautés affamées, malades et en colère ne font pas de bons partenaires pour la paix », a-t-elle fait observer.

« La fermeture des frontières est sans précédent. Les Palestiniens sont de facto incarcérés », a-t-elle affirmé.

« Il y a déjà des signes de ce que la gravité du blocus fait le jeu de ceux qui n'ont pas de désir de paix. C'est à nos périls que nous ignorons ce risque », a alerté la Commissaire générale, qui estime impossible dans ces conditions de promouvoir « un esprit de modération et de compromis » parmi les Palestiniens.

La Haut Commissaire a rappelé que sur le territoire 'minuscule' de Gaza, long de 40km et large de 10 km, les lumières s'étaient éteintes au soir du 21 janvier sur chacun de ses 1,5 millions de résidents, en raison de la pénurie d'électricité.

Désormais, « 35% des habitants de Gaza vivent avec moins de deux dollars par jour, le chômage a atteint 50% et 80% reçoivent une forme d'assistance humanitaire ».

« En tant que chef d'une agence humanitaire et de développement pour les réfugiés palestiniens, je suis profondément préoccupée par la saisissante inhumanité de la fermeture des frontières vers Gaza », a déclaré Karen AbuZayd.

L'UNRWA a lancé hier à Jérusalem son appel à contributions pour 2008 qui s'élève maintenant à 462 millions de dollars, soit le troisième appel après le Soudan et la République démocratique du Congo (RDC), rapporté aujourd'hui la porte-parole du Secrétaire général.

'The Guardian'.

Karen AbuZayd,

4-12 La Syrie appelle la communauté internationale à obliger Israël à lever le blocus injuste imposé à Gaza.

M.Fayçal al-Hamwi, délégué permanent de la Syrie auprès du bureau des Nations unies à Genève, a appelé la communauté internationale à condamner Israël et à l'obliger à lever le blocus étouffant imposé à la bande de Gaza.

C'était dans le communiqué qu'a lu l'ambassadeur Fayçal al-Hamwi au nom des deux groupes arabe et islamique devant la séance extraordinaire qu'a tenu à Genève le Conseil des droits de l'homme pour discuter des violations israéliennes des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, notamment à Gaza.

M.al-Hamwi a souligné que le Conseil des droits de l'homme assume une responsabilité particulière dans la condamnation des pratiques inhumaines de l'autorité de l'occupation israélienne pour qu'elle lève le blocus injuste imposé à la bande de Gaza et qu'elle permette l'entrée immédiate des assistances humanitaires à Gaza.

M.al-Hamwi a affirmé qu'Israël ne cesse de prouver son désir de faire échouer les efforts internationaux visant à relancer le processus de paix et à entraver l'établissement de l'Etat palestinien, ayant al-Qods pour capitale.

Sana

R.Jorf

4-13 Le Conseil de Sécurité des Nations Unies statue sur Gaza.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies s'est réuni en session d'urgence ce mercredi afin de rendre public une déclaration exigeant d'Israël l'allègement du blocus imposé à Gaza, mais des diplomates ont déclaré que les 15 membres du Conseil n'étaient pas tous favorables à ce texte.

Le projet, révisé mercredi, indique que le Conseil se voit "*profondément préoccupé par la forte détérioration de la situation humanitaire*" dans la bande de Gaza en raison de la fermeture des frontières, de la coupure des énergies et de l'empêchement de la livraison de vivres et de fournitures médicales.

Giadalla Ettalhi, ambassadeur libyen, qui est l'actuel président du Conseil, a indiqué que le projet devait également être soumis à la Ligue arabe pour approbation.

Il a également précisé qu'un pays n'avait pas appuyé ce projet, sans toutefois énoncer lequel des 15 membres. Ettalhi a déclaré que le Conseil envisage de se réunir à nouveau jeudi matin pour décider de la publication de cette déclaration.

L'adoption d'un texte non contraignant requiert l'unanimité du Conseil pour être édité.

Le Conseil s'est réuni jeudi matin à huis clos pour entendre la réponse américaine sur le texte de compromis en réponse à ce que la majorité des membres du Conseil considèrent comme "la punition collective des 1,5 million d'habitants de Gaza par Israël".

Les Etats-Unis estiment que le blocus de Gaza relève de l'autodéfense face aux tirs de roquette en provenance du territoire contrôlé par le Hamas.

L'ambassadeur américain à l'ONU Zalmay Khalilzad a déclaré que le projet dans sa forme actuelle est « *inacceptable* » parce qu'"on n'y pas parle pas des attaques à la roquette sur des Israéliens innocents".

A Washington, la porte-parole de la Maison Blanche Dana Perino a déclaré qu'Israël était déterminée à empêcher "une crise humanitaire dans la bande de Gaza", mais a insisté à indiquer que le blocus n'était qu'une auto-défense pour aller à l'encontre des roquettes tirées à partir du territoire sur Israël.

L'adoption d'un texte non contraignant requiert l'unanimité du Conseil.

Pour sa part, l'ambassadeur syrien aux Nations Unies, Bachar al-Jaafari, a averti que si Washington bloquait l'adoption du texte, les Etats membres arabes avaient d'autres options, y compris la pression pour une résolution plutôt qu'une simple déclaration, ou encore de défendre leur cause devant les 192 membres de l'Assemblée Générale où ils sont certains d'obtenir une majorité écrasante.

"Ce qui est important, c'est que nous avons une référence pour caractériser le contexte global, le fait que l'ensemble du contexte de violence qui entoure la bande de Gaza et Israël n'est pas bon", a déclaré l'ambassadeur français à l'ONU, Jean-Maurice Ripert.

Pour leur part, les ambassadeurs des pays arabes ont de nouveau prévenu que si Washington bloquait l'adoption d'un texte non contraignant, ils pourraient réclamer plus tard ce mois-ci un texte plus fort, sous la forme d'une résolution, ou porter cette affaire devant les 192 membres de l'Assemblée générale où ils sont certains de recueillir un soutien écrasant.

Al-Manar

24-01

Traduction : manar-fr.com

4-14 Malgré la condamnation des crimes du régime israélien à Gaza par le Conseil de sécurité, les Etats-Unis apportent leur soutien à la poursuite de ces crimes.

Les 14 des 15 membres du Conseil de sécurité des nations unies ont condamné les crimes israéliens dans la bande de Gaza demandant la levée du blocus et l'arrêt des incursions militaires imposés par le régime israélien alors que l'opposition des Etats-Unis ont empêché l'adoption d'un texte.

Au terme de discussions qui ont duré toute la journée de jeudi, le Conseil a décidé de se réunir à nouveau vendredi pour tenter de surmonter l'opposition des Etats-Unis à un texte qui a été accepté par 14 des 15 membres du Conseil.

"Nous ne sommes pas parvenus à un accord et il y a peu d'espoir que cela en prenne le chemin", a déclaré l'envoyé d'Afrique du Sud à l'ONU, Dumisani Kumalo.

"Mais le président du Conseil nous a demandé d'essayer à nouveau demain (vendredi)".

Le Conseil s'est réuni jeudi matin à huis clos pour entendre la réponse américaine sur un texte en réponse à ce que plusieurs membres du Conseil considèrent comme "la punition collective des 1,5 million d'habitants de Gaza par le régime israélien, face à des négligeables tirs de roquette".

La délégation américaine a prétexté "plus de précisions sur le contexte, le processus de paix", a déclaré l'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Maurice Ripert.

Pour leur part, les ambassadeurs des pays arabes ont de nouveau prévenu que si Washington bloquait l'adoption d'un texte non contraignant, ils pourraient réclamer plus tard ce mois-ci un texte plus fort, sous la forme d'une résolution, ou porter cette affaire devant les 192 membres de l'Assemblée générale où ils sont certains de recueillir un soutien écrasant.

Le texte a été adopté par 30 voix pour, 15 abstentions et 1 voix contre (avec 1 pays absent).

Il s'agit de la quatrième résolution condamnant le régime israélien sur les six sessions extraordinaires tenues par cet organe onusien depuis sa création.

La réunion, débutée mercredi, a été organisée à la demande des pays arabes et islamiques qui ont réuni 21 signatures sur les 47 pays membres du Conseil.

Les pays de l'Union européenne se sont tous abstenus.

Le Canada est le seul pays à avoir voté contre le texte. En outre, les Etats-Unis et Israël se sont abstenus d'assister à la séance du Conseil, ouverte à tous les pays membres de l'ONU.

La situation humanitaire à Gaza s'est fortement dégradée. Jeudi des dizaines de milliers de Palestiniens de la bande de Gaza continuaient de pénétrer en Egypte après la destruction partielle à l'explosif de la clôture séparant

les deux territoires.

Depuis sa création en juin 2006, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a tenu six sessions extraordinaires destinées à réagir à des situations d'urgence, dont quatre ont condamné le régime israélien. La première concernait la guerre au Liban, les trois autres la situation à Gaza.

Les deux autres sessions extraordinaires ont été consacrées au Soudan et à la Birmanie.

[Centre de nouvelles ONU](#)

4-15 Gaza : le Conseil des droits de l'homme appelle Israël à 'lever le siège'.

Le Conseil des droits de l'homme a adopté aujourd'hui une résolution par laquelle il « exige qu'Israël lève immédiatement le siège qu'il a imposé à la bande de Gaza occupée, rétablisse un approvisionnement continu en combustible, en vivres et en médicaments, et rouvre les postes frontières ».

Dans cette résolution, adoptée à l'issue d'un vote, le Conseil exprime, en outre, sa profonde préoccupation devant les attaques militaires répétées d'Israël dans le territoire palestinien occupé, en particulier dans la bande de Gaza occupée.

Le [Conseil des droits de l'homme](#), dont le siège est à Genève, était réuni pour une session extraordinaire sur « les violations des droits de l'homme venant des incursions militaires israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris celles récentes dans Gaza occupé et la ville de Naplouse en Cisjordanie ».

La résolution a reçu 30 voix "pour", une voix "contre", celle du Canada, et 15 abstentions. Israël et les Etats-Unis n'étaient pas présents lors de la séance.

Le Conseil « lance un appel pour que la communauté internationale prenne d'urgence des mesures visant à mettre fin immédiatement aux graves violations commises par la puissance occupante, Israël, dans le territoire palestinien occupé, notamment la série d'attaques et d'incursions incessantes et répétées de l'armée israélienne dans ce territoire, et le siège de la bande de Gaza occupée », rapporte un [communiqué](#) de l'ONU à Genève.

Le Conseil demande par ailleurs « une protection immédiate des civils palestiniens du territoire palestinien occupé conformément au droit relatif aux droits de l'homme et au droit international humanitaire et engage instamment toutes les parties concernées à s'abstenir de tout acte de violence à l'encontre des populations civiles ».

Cette session, convoquée à la demande du Groupe des États arabes et de l'Organisation de la Conférence islamique, est la sixième session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme depuis sa création en juin 2006, et la quatrième liée à des incursions militaires israéliennes.

À l'ouverture de la session, hier après-midi, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Louise Arbour, avait déclaré que le droit à la vie de nombreuses personnes était menacé en Israël, notamment dans la région de Sdérot et d'Ashkelon, et en Palestine, dans la bande de Gaza, dont les habitants sont privés de la jouissance de pratiquement tous leurs droits de l'homme et besoins fondamentaux.

La Haut-Commissaire avait rappelé que les punitions collectives sont strictement interdites par les Conventions de Genève.

[Centre de nouvelles ONU](#)

4-16 Fayyad : La crise de Gaza n'arrêtera pas les "négociations de paix" avec Israël.

Malgré le blocus israélien contre les Palestiniens dans la bande de Gaza qui conduit à la crise humanitaire, l'Autorité palestinienne semble être impatiente de poursuivre les « négociations de paix » avec le gouvernement d'occupation israélien.

Le premier ministre a déclaré mardi que les « dialogues de paix » entre Israël et les Palestiniens peuvent aller de l'avant malgré "l'insupportable" crise humanitaire à Gaza, déclenchée par un blocus israélien paralysant.

S'exprimant à l'issue d'entretiens avec le ministre des Affaires étrangères britannique David Miliband, Salam Fayyad a indiqué : "Les négociations peuvent de toute évidence s'effectuer, même dans la situation très difficile que nous traversons pour le moment."

4-17 Gaza : B. Lynn Pascoe appelle à la réouverture d'urgence des points de passage.

Face à une situation qui demeure « extrêmement fragile » à Gaza malgré la réouverture humanitaire autorisée par Israël, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques soutient la prise en main des passages vers Gaza par l'Autorité palestinienne et réitéré son appel à l'arrêt immédiat des attaques à la roquette contre Israël.

Je saisis cette opportunité pour réitérer le ferme soutien du Secrétaire général au plan du président Abbas et du Premier ministre de l'Autorité palestinienne Fayyad pour que l'Autorité opère les points de passage vers Gaza, en particulier celui de Karni ». « La mise en oeuvre rapide de cette initiative devrait être une priorité pour la population de Gaza », a déclaré B. Lynn Pascoe lors de son exposé mensuel devant le Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient.

« Ce dernier a rappelé qu'Israël avait rouvert deux points de passage pour le fuel et la fourniture de stocks humanitaires pour les organisations internationales. Pour l'instant, il n'est pas sûr qu'ils resteront ouverts », a dit le Secrétaire général adjoint.

« Quelque 600.000 litres de fuel industriel seront livrés aujourd'hui, afin de parvenir à 2,2 millions de litres cette semaine », a-t-il dit, ajoutant que la centrale électrique avait recommencé à fonctionner aujourd'hui.

« Mais ces 2,2 millions de litres ne restaureront l'électricité qu'au niveau du début du mois de janvier. Cela signifie des coupures de 8 à 10 heures chaque jour au centre de Gaza et tous les deux jours dans le reste de la Bande de Gaza ».

B. Lynn Pascoe a rappelé qu'en décembre, 43,5% des besoins commerciaux de base en matière de nourriture seulement étaient assurés.

Il a rappelé que les passages vers Gaza sont restés largement fermés depuis la prise du pouvoir par le Hamas en juin 2007. « En comparaison des imports déjà précaires de la première moitié de 2007, les imports vers Gaza ont baissé de 77% et les exportations de Gaza de 98% ».

« La plupart des Palestiniens ne peuvent pas quitter Gaza, à part certains étudiants et les travailleurs humanitaires, ainsi que certains patients médicaux – mais pas tous », a-t-il souligné, expliquant que des manifestants palestiniens devant le point de passage de Rafah, vers l'Égypte, avaient été dispersés.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a rappelé que la crise à Gaza et dans la bande de Gaza avait connu une escalade notable depuis le 15 janvier dernier.

« Les forces armées israéliennes sont entrées dans Gaza le 15 janvier, engageant des combats lourds contre les militants du Hamas » à la suite des attaques à la roquette et d'attaques par des snipers, « attaques revendiquées par le Hamas ».

« Depuis, plus de 150 roquettes et attaques au mortier ont été lancées contre Israël par des militants, blessant 11 Israéliens et tuant un Équatorien dans un Kibboutz en Israël », a dit B. Lynn Pascoe.

« Près de 100.000 Israéliens vivent à portée des roquettes qassam », a-t-il souligné.

« Quarante-deux Palestiniens ont été tués et 117 blessés par l'armée israélienne, qui a lancé 8 incursions sur le terrain, 15 frappes aériennes et 10 tirs de missiles la semaine dernière. Parmi les morts se trouvent des civils palestiniens », a dit B. Lynn Pascoe.

Ce dernier a enfin appelé Israël à « respecter strictement le droit international humanitaire ».

Prenant la parole à l'issue de B. Lynn Pascoe, l'Observateur de la Palestine a appelé le Conseil à « prendre des mesures concrètes » pour faire cesser la « punition collective » du peuple palestinien à Gaza. Il a aussi demandé que les points de passages soient rouverts de façon permanente.

Centre de nouvelles ONU

22-01

4-18 Le Hamas : Rafah doit être un passage palestino-égyptien.

Le Hamas a affirmé que l'ancien accord des passages signé par l'équipe de l'autorité palestinienne à Ramallah et qui garantissait un contrôle sioniste et européen sur les passages de Gaza, notamment celui de Rafah, fait maintenant partie du passé.

Le porte-parole du mouvement du Hamas Dr. Sami Abou Zouhri a dit aujourd'hui, le dimanche 27/1, que son mouvement veut affirmer son refus du retour de l'accord concernant le passage de Rafah, alors que l'autorité palestinienne à Ramallah tente de signer un nouvel accord avec l'occupation concernant le passage de Rafah.

Il a ajouté que cet accord est devenu une partie du passé et que le peuple palestinien n'accepte jamais de retourner en arrière, surtout au sujet des points concernant le passage de Rafah.

Abou Zouhri a affirmé que le passage doit être un passage palestino-égyptien et que le Hamas n'accepte aucune proposition qui s'oppose à cette demande.

CPI

27-01